

FORUM MONDIAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE

**LES ENJEUX DE L'INTEGRATION EN MEDITERRANEE A
L'AUNE DES NOUVELLES REALITES GEOSTRATEGIQUES
MONDIALES**

Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général, Institut Royal des Etudes Stratégiques

PARIS, 27-28 JUIN 2011



La nouvelle architecture de la mondialisation consacre davantage la prééminence des grands ensembles régionaux ou continentaux structurés. La recherche d'une taille critique est devenue, de ce fait, un trait marquant du contexte concurrentiel mondial. Cette tendance est appelée à s'accroître sous l'effet des transformations structurelles engendrées par la crise financière et économique mondiale. Celles-ci ont accéléré le processus, déjà à l'œuvre, du décentrement du monde et laissent entrevoir l'émergence d'une nouvelle carte géopolitique mondiale, où les pays émergents auraient un rôle important.

Dans ce monde multipolaire et fortement concurrentiel, l'édification d'une zone intégrée en Méditerranée s'avère plus que jamais une nécessité incontournable, surtout que cette région, aux multiples atouts, fait face à de nombreux défis qui pourraient s'intensifier à l'avenir, en l'absence d'une stratégie efficace de partenariat.

Cette communication vise à présenter brièvement les fractures auxquelles est soumise la région euro-méditerranéenne. Elle met en exergue les principales contraintes extérieures qui seraient susceptibles d'affecter les perspectives de développement d'un espace méditerranéen intégré. Enfin, cette communication tentera d'esquisser les pistes d'une approche d'intégration régionale devant permettre à la région dans son ensemble de mieux faire face aux nombreux défis actuels et futurs auxquels elle est confrontée.

1. La Méditerranée : une région aux fractures multiples

La Méditerranée est une région soumise à plusieurs fractures entre ses deux rives. Ces fractures sont perceptibles à plusieurs niveaux. Ainsi, malgré les progrès enregistrés par les pays sud-méditerranéens en matière de convergence dans le cadre des différentes approches de partenariat (politique méditerranéenne, processus de Barcelone, politique européenne de voisinage, UPM...), l'écart de développement entre les deux rives de la Méditerranée n'a été que légèrement comblé. A cet effet, il y a lieu de noter :

- **La fracture économique**, avec un écart persistant de revenus entre les deux rives de la Méditerranée : En 2006, le revenu moyen par habitant dans les Pays de Sud et de l'Est de la Méditerranée (environ 6000 dollars en PPA) est 4,5 fois inférieur au revenu moyen dans les 7 pays méditerranéens de l'UE-27. (*Source : Banque Mondiale*)
- **La fracture commerciale**, comme en témoigne la faiblesse des échanges intra-régionaux au niveau des pays de la rive sud de la Méditerranée, qui représentent uniquement 7% de leur commerce global, très en deçà du niveau moyen observé dans les autres regroupements régionaux d'Asie et d'Amérique latine (plus de 20%) (*Source : IPEMED*).



- **La fracture technologique**, avec un taux de R&D dans la région sud et est méditerranéenne (moins de 1% du PIB en Tunisie, en Turquie et au Maroc, selon l'IPEMED), globalement inférieur à la moyenne européenne (1,87% du PIB) mais qui atteint 2,46% du PIB en Allemagne et 2,2% du PIB en France (*Source : Eurostat, 2007*).
- **La fracture numérique**, avec une pénétration sensible mais encore insuffisante des outils numériques. En 2007, le taux de pénétration de l'Internet se situe en moyenne à 12% au Sud de la Méditerranée contre des niveaux européens dépassent les 50%.
- **La fracture démocratique**, matérialisée par le retard accusé en matière de droits de l'homme et des libertés publiques dans certains pays qui a été à l'origine de la révolution en Tunisie et en Egypte, la crise en Libye et la révolte populaire en Syrie.

Pourtant, la Méditerranée dispose d'énormes atouts et de complémentarités qu'elle gagnerait à maximiser pour construire un avenir commun meilleur et se forger une position agissante sur l'échiquier international.

La Méditerranée : un poids non négligeable dans le monde

Constituée de 21 pays, dont la Palestine, la Méditerranée représente :

- **7%** de la population mondiale.
- **12%** de la population immigrée.
- **15%** du PIB mondial.
- **16%** du commerce mondial.
- **6,3%** des surfaces émergées de la planète.
- **40%** des arrivées de touristes internationaux dans le monde, **30%** des recettes touristiques mondiales
- **23%** des emplois dans le secteur des services.
- **30%** du fret maritime et **28%** du trafic mondial de transport pétrolier maritime
- **10%** des espèces végétales du globe sur seulement **1,6%** de la surface terrestre (la Méditerranée est une écorégion).
- **6%** de la production de pétrole et **5%** de celle de gaz (Algérie, Egypte, Libye, Tunisie et Syrie).
- **9%** de la consommation de l'énergie primaire et **10%** de la consommation électrique.
- **8%** des émissions de gaz carbonique.



2. Les contraintes extérieures à fortes incidences sur l'avenir de la Méditerranée

En plus des contraintes endogènes qui pèsent sur la région méditerranéenne, s'ajoutent d'autres contraintes exogènes dont les incidences sur les perspectives de l'intégration régionale ne sont pas des moindres. Ces contraintes sont multiples et englobent notamment la contrainte environnementale, celle liée à l'émergence des nouveaux acteurs sur la scène internationale ainsi que celle liée à la sécurité et à la stabilité.

2.1. Les contraintes d'ordre environnemental : les effets dévastateurs du changement climatique

La Méditerranée serait l'une des régions les plus affectées par le changement climatique. Selon le Scénario A2 du GIEC, d'ici à la fin du siècle, l'augmentation de la moyenne annuelle des températures en Méditerranée devrait se situer entre 2,2°C et 5,1°C pour la période 2080-2099 par rapport à la période 1980-1999, plus que la moyenne mondiale. Pour les précipitations, les résultats des modélisations convergent sur des sécheresses continentales en nette augmentation.

Cette situation est d'autant plus critique que la Méditerranée se caractérise par une faible dotation et utilisation sous-optimale (*Source : Plan Bleu*) :

- La région méditerranéenne ne dispose que de 3% des ressources en eau du monde, alors qu'elle abrite 7,3% de l'humanité.
- Près de 60% de la population mondiale pauvre en eau se concentre dans les seuls pays méditerranéens du Sud et du Proche Orient.
- Les efficacités de l'utilisation des ressources en eau sont à un niveau encore trop faible. Les pertes, fuites et gaspillages sont estimés à 40 % de la demande totale en eau.

L'eau représente ainsi un enjeu central pour l'avenir de la région et pourrait être à l'origine de conflits futurs. Les pressions croissantes sur les ressources en eau, sous l'effet de la progression de la demande et du changement climatique pourront amener 290 millions de Méditerranéens à être en situation de pénurie d'eau à l'horizon 2050

Dans un contexte d'altération des bases productives, d'atteinte à la biodiversité et à l'équilibre des écosystèmes et de forte volatilité des prix sur le marché mondial des produits de base, les tensions sur la sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne sont appelées à s'accroître.

Non moins important, le changement climatique aura également des effets importants sur le plan sanitaire, avec l'émergence de nouvelles maladies, ce qui suscitera d'énormes tensions sur les dépenses de soins, avec des capacités d'adaptation différenciées entre les deux rives de la Méditerranée.



2.2. Les contraintes d'ordre géopolitique : la montée en puissance des nouveaux acteurs émergents

La région méditerranéenne est par excellence un espace stratégique où se déploie aujourd'hui une grande concurrence de la part de certains acteurs traditionnels à l'instar des **Etats-Unis** avec ses deux grandes initiatives (1) **l'initiative Eizenstat** (1998) qui vise à instaurer une plus grande proximité économique entre le Maghreb et les Etats-Unis et (2) le projet du « **Grand Moyen-Orient** » qui s'étend du Pakistan au Maghreb, avec comme objectif de combler les trois déficits mis en lumière par les rapports 2002/2003 des Nations Unies sur le développement des pays arabes, liés à la « liberté, la connaissance et l'émancipation des femmes ».

Aujourd'hui, l'élément le plus marquant est celui de la **montée en puissance des acteurs émergents, notamment les BRIC**. Le poids concurrentiel de ces acteurs en Méditerranée et encore plus en Afrique subsaharienne instaure progressivement une nouvelle réalité géostratégique. Obéissant à de nouvelles logiques d'internationalisation, modulées en fonction des spécificités des économies ciblées (contrôle des matières premières, notamment énergétiques, ciblage du marché intérieur, plateformes d'exportation...), les BRIC exercent de fortes pressions concurrentielles sur les pays de la région. Ils détiennent aujourd'hui des parts de marché de plus en plus importantes dans plusieurs pays africains et maghrébins.

A titre d'illustration, la **part de marché en Afrique** détenue par la Chine est passée entre 2000 et 2009 respectivement de 3,3% à 13,4%. Celle de l'Inde a progressé de 1,5% à 3,5% sur la même période. En revanche, la France et le Royaume ont enregistré une forte baisse de leurs parts de marché passant respectivement de 13,8% à 8,9% et de 6% à 2,7% sur la même période (*voir graphique en annexe*). (*Source : Organisation Mondiale du Commerce, 2010*)

S'agissant de **l'Afrique du Nord** en particulier, l'intérêt porté par les BRIC à cette région tient au fait que celle-ci regroupe les plus grands producteurs et détenteurs de réserves de pétrole (Algérie, Libye), de gaz (Algérie, Egypte), de phosphates (Maroc, Tunisie) et de minerai de fer (Mauritanie)¹. Parallèlement à cette logique d'approvisionnement en matières premières, les BRIC ont développé leurs exportations et confortés leurs parts de marché en Afrique du Nord. Au Maroc, la part de marché détenue par les BRIC, notamment la Chine, est passée de 2,5% en 1990 à près de 10% en 2008. En Algérie, les importations depuis les BRIC représentaient près de 15 % du total des importations en 2008 contre à peine 1% en 1990. En Egypte, les BRIC interviennent pour près de 20 % du total des importations de ce pays en 2007, contre 3 % en 1990. (*Source : Organisation Mondiale du Commerce, 2010*)

En plus de leur positionnement comme fournisseurs clés en main de grands

¹ Outre l'abondance de leurs réserves, les pays nord-africains bénéficient d'une importante marge d'exportation de ces produits de base, vu que leur offre dépasse largement la demande nationale.



projets d'infrastructure, notamment en Algérie et en Libye, les BRIC sont devenus d'importants fournisseurs de produits manufacturés pour l'Afrique du Nord, en particulier dans les secteurs de l'électronique, de l'automobile et des télécommunications. Le Brésil est un exportateur majeur de véhicules de transport, de matériel électronique et de télécommunications vers la Tunisie. La Tunisie est même devenue le plus grand marché d'exportation de voitures brésiliennes dans le monde arabe. De son côté, la Chine occupe la première place des BRIC comme fournisseur de l'Algérie et du Maroc en matériel électronique, produits d'habillement et chaussures, ainsi qu'en produits mécaniques et de l'industrie légère.

Relations BRIC-Afrique du Nord en matière d'armement

Outre les relations commerciales, l'influence des BRIC au niveau de l'Afrique du Nord s'étend également à des domaines très sensibles tels que ceux liés à l'armement. La Russie est aujourd'hui le premier fournisseur d'armes de l'Afrique du Nord. Elle a effectué en 2010 une transaction avec la Libye pour un montant de 1,8 milliard USD (missiles, avions de chasse, chars d'assaut en

L'Algérie est le premier client de la Russie en matière d'armement, compte tenu du contrat de 8 milliards USD qu'elle a conclu en 2006 avec ce pays. La coopération nucléaire entre l'Afrique du Nord et les BRIC se renforce également. La Russie et la Libye ont signé un accord dans ce secteur en 2008. La Chine a signé en 2006 un accord similaire avec l'Algérie prévoyant la construction d'une centrale nucléaire. L'Inde et l'Égypte ont lancé des négociations pour un accord de coopération nucléaire.

Source : SIPRI- Stockholm

2.3. Les contraintes d'ordre sécuritaire

Sur le plan sécuritaire, la Méditerranée est confrontée à plusieurs risques qui exercent des pressions sur la stabilité d'ensemble de la région :

- La menace terroriste n'est pas totalement écartée. Elle continue d'être alimentée par la persistance des conflits au Moyen-Orient, la porosité des frontières au Sahel, territoire de non-droit où se développent toutes les formes de criminalité et de trafic illicite, sous la vigilance de l'AQMI.
- Les conflits frontaliers alimentent une course à l'armement et grèvent les budgets publics au détriment des besoins vitaux en matière de développement humain (Part élevée des dépenses militaires dans certains pays de la rive sud-est : 5,9% du PIB contre 2,4% au niveau mondial).
- L'accentuation des crispations des opinions publiques après le 11 septembre 2001 sur les positions identitaires, avec une montée de la xénophobie, voire l'islamophobie, en Europe et le développement de l'islamisme radical dans certains pays du sud de la Méditerranée.
- La question de la migration clandestine, qui oscille entre l'approche sécuritaire et l'approche humanitaire, demeure préoccupante, même si aujourd'hui la



coopération entre l'Union Européenne et les pays du sud de la Méditerranée a permis d'atténuer légèrement cette situation².

3. Quelques pistes de réflexion en matière de développement d'un espace euro-méditerranéen intégré

Face aux différentes contraintes exogènes auxquelles elle est confrontée, la Méditerranée ne serait apte à construire un avenir commun meilleur que moyennant le recours à des réponses régionales concertées dans les domaines stratégiques clés. Tout en œuvrant activement en faveur de la résorption des entraves qui gênent le processus de convergence des PSEM et de la création de conditions propices à l'intégration régionale (solidarité euro-méditerranéenne sur le plan agricole, alternative forte aux délocalisations en Asie, politique migratoire constructive...), la maîtrise des contraintes extérieures exigerait dans le contexte de la Méditerranée d'agir sur trois

Sur le plan environnemental

Pour mieux gérer les contraintes environnementales, une réponse euro-méditerranéenne devient essentielle. Elle devrait être axée sur les éléments suivants :

- Promouvoir une politique énergétique méditerranéenne coordonnée, favorisant l'atténuation du changement climatique et intégrant les besoins croissants en énergie pour l'eau. Cette politique sera basée sur trois priorités fondamentales : l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et l'ancrage d'une culture d'usage tempéré de l'énergie,
- Développer les synergies pour la préservation du capital naturel de la région et l'adaptation aux contraintes climatiques à travers le renforcement des réseaux d'observations des écosystèmes de la région et de leur interconnexion ainsi que le Développement d'un système d'alerte précoce aux catastrophes naturelles et la pollution notamment dans les PSEM
- Consolider les mécanismes de financement à travers la création d'un fonds environnemental méditerranéen visant, d'une part à renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique des pays les plus vulnérables et, d'autre part à jeter les bases d'une économie verte pour la région. Cela gagnerait à être relayé par des transferts de savoirs, de compétences et de technologies en favorisant l'émergence de « pôles de compétitivité » (clusters) et de recherche euro-méditerranéens sur des secteurs porteurs ou riches en emploi (énergies renouvelables).

² Le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) a estimé qu'entre 100 000 et 120 000 migrants irréguliers traversent chaque année la Méditerranée, dont 35 000 en provenance de l'Afrique subsaharienne, 55 000 du Sud et de l'Est de la Méditerranée.



Sur le plan géopolitique

Si la rive sud de la Méditerranée Sud constitue un espace vital pour l'Europe, il est aussi avéré aujourd'hui que l'Afrique subsaharienne représente l'avenir des pays sud-méditerranéens. Pour cela, l'intégration euro-méditerranéenne ne doit pas se limiter à l'Afrique du Nord. Bien au contraire, elle doit tenir compte de la profondeur stratégique que représente l'Afrique subsaharienne et s'appuyer davantage sur une approche globale de coopération en matière de développement.

Dans cette nouvelle approche de partenariat stratégique, le rôle que pourrait jouer les pays du Maghreb, en particulier, est d'une importance indéniable :

- Ces pays pourraient agir en tant que courroie de transmission de la croissance et de la stabilité aux sous-régions africaines avoisinantes, à travers l'approfondissement de la coopération triangulaire dans plusieurs domaines prioritaires dont notamment les infrastructures de base, l'énergie, l'agriculture, l'environnement...
- Cette coopération permettrait tout autant d'éviter la fracture entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne en matière de développement économique et social que de contribuer à l'atténuation des risques environnementaux et sécuritaires face auxquels les pays de la rive nord de la Méditerranée ne sont guère exemptés.
- La montée des revendications politiques et sociales en Afrique du Nord montre que les deux rives de la Méditerranée partagent les mêmes valeurs de démocratie, de libertés et de droits de l'Homme. Or, il n'est pas exclu que ce mouvement se transmette dans un avenir proche aux autres pays de l'Afrique subsaharienne.

Sur le plan sécuritaire

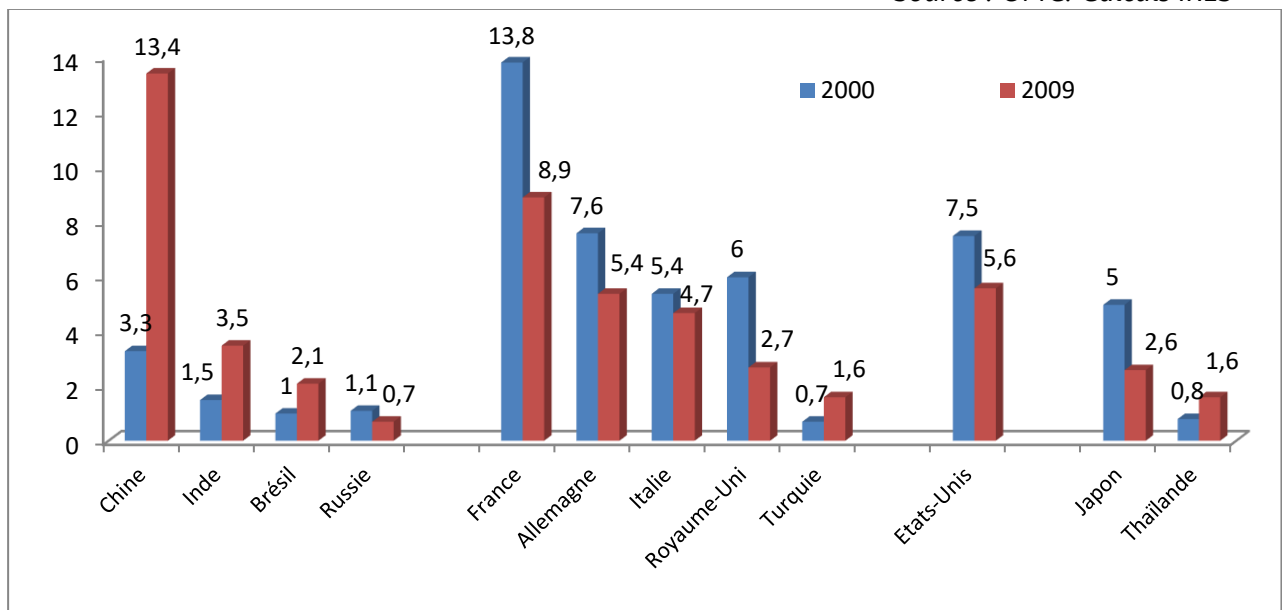
Une vision de long terme en faveur de la construction d'une solidarité méditerranéenne et euro-africaine devient de plus en plus nécessaire. Elle devrait être articulée autour de certains objectifs dont notamment :

- Résolution des conflits qui obscurcissent l'avenir commun, avec une attention particulière au dénouement pacifique des révolutions prenant place dans la région (réussir la transition en douceur vers des régimes démocratiques en prenant appui sur les modèles réussis).
- Coopération sécuritaire approfondie avec les pays du Sahel, pour lutter contre les différentes formes de criminalité, en évitant les visions étroites de leadership de certains pays de la région.
- Concertation au sein des instances internationales (constitution d'un groupe euro-méditerranéen ou d'un groupe Euro-africain pour peser sur l'agenda international).



Annexe 1 : Parts de marché par pays sur le marché africain (en %)

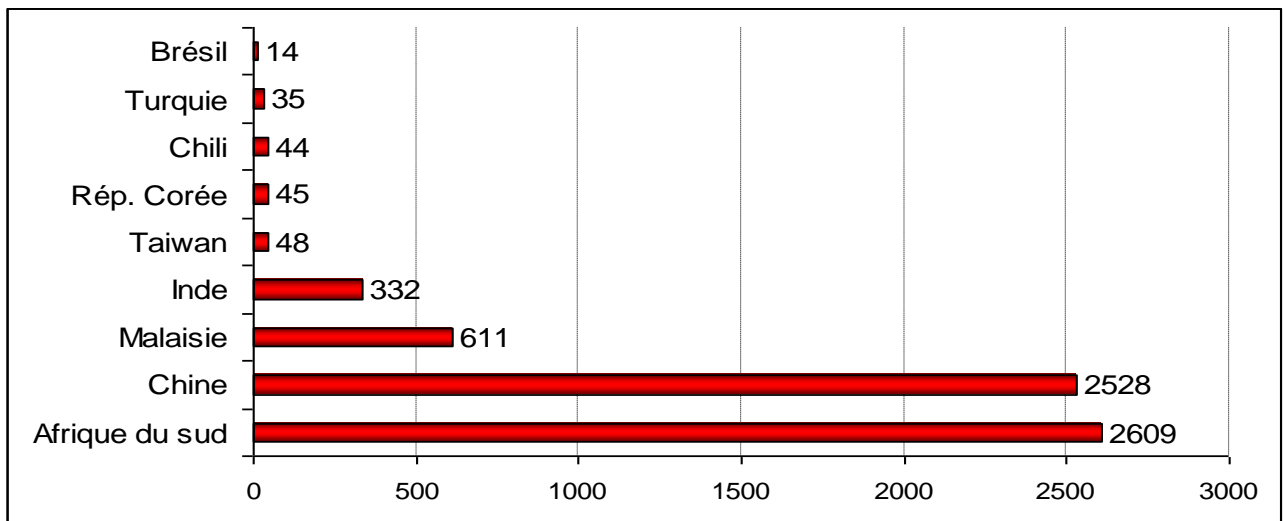
Source : OMC. Calculs IRES



Principales économies émergentes investissant en Afrique, 2006-2008

(En millions de dollars)

Source : CNUCED, 2010



Panorama de la présence chinoise en Afrique

Pays	Secteurs
Algérie	BTP, nucléaire, pétrole, Gaz
Libye	Exploitation de pétrole, oléoducs
Egypte	Pétrole
Soudan	Exploitation de pétrole, oléoducs
Tchad	Pétrole
Niger	Uranium, pétrole
Mali	Coton
Maurétanie	Construction du port
Nigéria	Pétrole et gaz, barrage, construction de port, nucléaire
Sénégal	Routes
Guinée	Fer, bauxite
Sierra Léone	Station balnéaire
Cameroun	Bois, agriculture
Gabon	Pétrole, fer, bois, chemins de fer, construction d'un port
Congo	Bois, pétrole, barrages
République Centrafricaine	Agriculture, construction de stades
République démocratique de Congo	Cuivre, cobalt, télécoms, hôpitaux, routes
Ethiopie	pétrole
Ouganda	Agriculture, pêche
Kenya	Télécoms
Rwanda	Réseau routier
Burundi	Exploitation de Nickel
Mozambique	bois
Zambie	Cuivre, chemin de fer
Angola	Pétrole (premier fournisseur de la chine), uranium, cuivre, fer, routes, ponts, chemins de fer
Afrique du Sud	Exploitation de charbon et d'or, nucléaire



Tableau récapitulatif des principales évolutions futures au niveau méditerranéen

Enjeux	Chiffres clés	Autres chiffres
Enjeux humains	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de la population active en Europe à <u>284 millions en 2030</u> contre 309 millions en 2005. • <u>24 millions d'entrées nettes</u> sont prévus sur le marché du travail des pays sud-est méditerranéens entre <u>2020 et 2030</u>. 	<ul style="list-style-type: none"> • Population sud-est méditerranéenne atteindra <u>352 millions d'individus en 2030</u>. • Population de l'Europe de l'Ouest baisserait de 389 millions d'habitants en 2000 à <u>372 millions en 2030</u>.
Enjeux agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Population rurale pourrait représenter <u>30% de la population total</u> au sud-est de la Méditerranée en <u>2030</u>. • A l'horizon 2020, les <u>besoins céréaliers</u> devraient s'accroître de plus de <u>60% en Afrique du Nord</u> (45% en Egypte, 40% au Maroc). • Pays de l'OCDE ont distribué <u>350 milliards de dollars en 2006 sous forme de subventions</u> à leurs agriculteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Populations rurales de la rive sud et est de la Méditerranée devraient s'accroître de 8 millions de personnes entre 2005 et 2020. • Les pays de la rive sud et est de la Méditerranée affiche un déficit global (commerce agricole) de 10 milliards de dollars en 2004. • Agriculture absorbe actuellement 80% des ressources en eau.
Enjeux environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> • En 2020, pour la seule Afrique du Nord, la <u>température pourrait s'élever de 1°C</u> avec une <u>baisse de la pluviométrie de 5 à 10%</u>. • Population pauvre en eau au sud-est de la Méditerranée passerait de <u>108 millions d'habitants à 165 millions d'habitants en 2025</u>. • La population urbaine au sud-est de la Méditerranée atteindrait 239 millions de personnes en 2030, pour représenter 70% de la population totale de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> • 75% des ressources en eau se situent dans la rive nord, 10% pour la rive sud de la Méditerranée. • Rejets d'eaux usés urbains ou industrielles pourraient augmenter de 30% d'ici 2025. • Baisse de <u>20% à 50% à l'horizon 2030</u> du potentiel hydroélectrique pour un pays comme le Maroc sous l'effet de la surconsommation des eaux renouvelables et la hausse des températures.



Enjeux énergétiques	<ul style="list-style-type: none"> • Les tendances actuelles feraient passer la consommation de l'énergie des pays riverains de la Méditerranée (Nord et Sud) de 821 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) à 1365 Mtep à l'horizon 2025. • Les Capacités exportatrices des pays méditerranéens producteurs d'hydrocarbures devraient passer de 176 Mtep en 2005 à 235 Mtep pour le pétrole et de 80 milliards de m3 en 2005 à 166-178 milliards de m3 pour le gaz. • La prédominance des énergies fossiles générerait des impacts significatifs. Pour les pays de la rive Nord, les émissions de CO2 devraient atteindre 1740 Mt, avec un taux de croissance de 1,1% par an. Dans les PSEM, elles devraient doubler pour passer à 1550 Mt CO2. 	<ul style="list-style-type: none"> • une amélioration de 20 à 50% de l'efficacité énergétique pourrait accroître le PIB des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée de 1% supplémentaire.. Cela est corroboré par l'Agence Internationale de l'Énergie, qui estime que les bâtiments représentent 40% du potentiel d'économies d'énergie mobilisable. • Le futur énergétique de la Méditerranée demeurerait essentiellement basé sur les énergies fossiles qui représenteraient près de 84 % de la demande d'énergie primaire en 2025. La demande de gaz constituerait 33% du mix énergétique. Les énergies renouvelables ne représenteraient que 6,2% de la demande d'énergie primaire.
Enjeux monétaires et financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement productif satisfait à hauteur de 75% par l'autofinancement, 12% via le crédit bancaire, soit le taux le plus faible au monde. • Dépendance des transferts des migrants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse du taux de bancarisation (37% au Maroc contre 98% en France). • Insuffisance de l'offre de crédit bancaire (crédit domestique/PIB de 66% au Maroc contre 167% dans l'UE).

